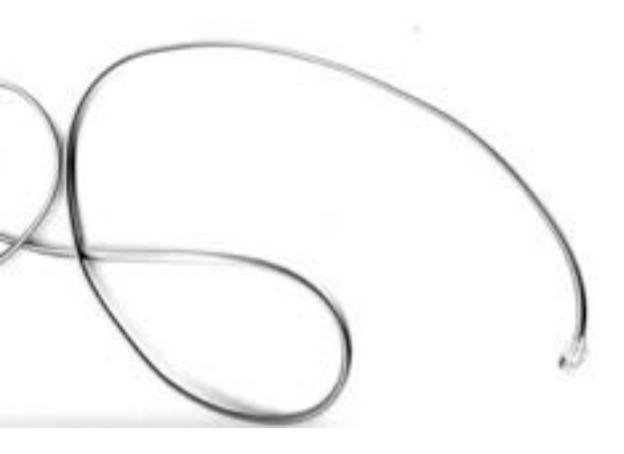
DIDACT Action d'approprie propre a univsige, a une dest 🛂 RAPPORT ANNUEL // 04/05 // COMMUNAUTIQUE 🖁 s'approprier une chose ature diappropriation Appropriation para ationalisation (= acquisition). tion = occupation, prise, saisie, Appr rtise = conquete, usurpation, bandon, alienationgnement techni clumlogique = technique (1, 3"). -) ui vit enavan



Ce rapport a été réalisé grâce à la collaboration de:

L'équipe et le conseil d'administration

pour la rédaction

Martin Duchesne, comptable agréé

pour la vérification annuelle de nos livres comptables

Roger Charbonneau

pour la photographie

Caroline Tagny

pour la conception graphique



intérieur: papier recyclé, 100 % postconsommation

table des matières

- 2 le mot du président
- 3 le mot de la directrice
- 4 le conseil d'administration et le personnel en 2004-2005
- 6 les membres 2004-2005
- historique
- 9 mission et axes

11 axe 1: formation à l'utilisation stratégique et développement de l'accès aux tic

- 12 initiative jeunesse du pac
- 13 le centre d'accès communautaire à internet de communautique
- 16 réseau de formation et de soutien technique en gestion de l'information et technologies de l'information (gi-ti)
- 19 un espace associatif, pour un partage d'expériences en ligne!
- 20 les formations

27 axe 2: production d'outils d'analyse et de réflexion, recherche et innovation

- 28 formation à l'inforoute citoyenne
- 30 communautaire en ligne: réflexions et actions du milieu communautaire en lien avec le projet de gouvernement en ligne et de la démocratie en ligne

33 axe 3: animation et concertation du milieu communautaire

- 34 journée de réflexion, 14 octobre 2004: le gouvernement en ligne: des enjeux pour les milieux communautaires et les populations défavorisées
- 35 journée de réflexion du 28 avril 2005: la démocratie en ligne: les enjeux pour la population
- 37 sommet mondial sur la société de l'information
- 38 participation et contribution

40 développement et pérennité

- 41 membership
- 42 les communications
- 43 le financement

45 états financiers



mot du président

Pour vous introduire la lecture de notre rapport annuel, je voudrais vous parler d'innovation sociale, de démocratie, de support au travail communautaire et du conseil d'administration.

Chaque année, les journaux n'ont de cesse de nous parler des innovations technologiques qui s'en viennent: ordinateurs avec processeurs multicoeurs, cellulaire avec Internet et vidéo, nouveaux lecteurs DVD. Cependant, on parle très peu des innovations sociales, de ce qui pourrait nous aider à combattre les inégalités, à trouver de nouvelles solutions aux problèmes de pauvreté, de chômage, d'analphabétisme, d'environnement. À Communautique, nous croyons qu'une utilisation créatrice des technologies par les groupes communautaires pourrait être un levier pour l'essor de ces innovations. C'est en ce sens que nous nous intéressons aux logiciels libres, aux outils de travail collaboratif et que nous avons développé cette année la première journée d'innovation sociale. C'est en ce sens aussi que nous continuons le développement du projet d'«Espace-associatif» et que nous développons, dans le cadre du projet de «Formation à l'Inforoute citoyenne», de nouveaux contenus de formation qui visent à renforcer l'empowerment des personnes et des groupes. Notre travail s'inscrit donc dans la perspective d'utiliser le progrès scientifique pour le bénéfice de l'ensemble de la population.

La mise en place du gouvernement et de la démocratie en ligne, a amené Communautique, cette année, à continuer son travail d'intervention avec l'organisation de journées de réflexion et à initier un nouveau projet pour développer davantage un positionnement des groupes communautaires par rapport à ce thème. Pour nous, ce travail représente une facette des activités liées à l'utilisation citoyenne des nouvelles technologies. L'utilisation des nouvelles technologies pour l'élargissement de la vie démocratique est l'une des plus importantes facettes envisagée par Communautique depuis sa création. Cela passe, à notre avis, par l'utilisation par les groupes communautaires des technologies afin de renforcer le pouvoir des personnes, de renforcer la solidarité, les échanges, le débat citoyen et la recherche collective du bien commun. Cela commence pour nous, dans nos propres organisations dans lesquelles nous essayons de «vivre et pratiquer la démocratie» et se traduit dans les activités avec les nouvelles technologies qui accordent une grande importance au partage de connaissances, qui peuvent nous aider à changer les choses. Cette utilisation constitue pour nous un axe central de notre travail.

Mais, toutes ces activités exigent un support important. Communautique, a démontré la pertinence de ses interventions et a besoin d'un financement stable et suffisant pour continuer à produire les contributions que nous venons de souligner. Nous allons continuer à travailler pour que les pouvoirs publics reconnaissent et supportent notre travail et le travail de nos partenaires.

Ces différents aspects ont fait l'objet de notre travail de planification stratégique que le conseil d'administration et l'équipe de travail a mené à terme cette année. Nous espérons que cet outil puisse nous servir pour que l'intervention spécifique de Communautique renforce le travail des groupes communautaires et ouvre de nouvelles voies aux initiatives des citoyennes, des citoyens et des groupes dans la recherche d'un monde et d'un cybermonde solidaire et inclusif.



Manuel Cisneros Président



mot de la directrice

Cette année, je souhaite souligner l'immense travail accompli par l'équipe de travail, tant l'équipe de base qui n'a pas ménagé son ouverture à innover et sa capacité d'affirmer son expertise que cette vague de jeunes motivés, créatifs et engagés que nous avons la très grande chance d'accueillir.

Je souhaite également souligner l'implication soutenue des membres du conseil d'administration qui a permis de cerner, avec l'équipe, l'essence de ce que nous souhaitons comme orientations pour les trois prochaines années. Nous avons, en ce sens, été en mesure d'amorcer de nombreuses démarches, au plan de la gouvernance, des ressources humaines et des communications, qui vont se poursuivre dans le cadre de ces nouvelles orientations.

Nous avons réussi à entreprendre l'élaboration de nouveaux outils qui rassembleront les groupes. De nouveaux contenus de formation actuellement en développement permettront de répondre aux attentes de collaboration exprimées par les acteurs du milieu.

Nous avons encore tenté, avec insuccès, de faire reconnaître l'importance de soutenir l'informatique dans les groupes par la mise en place d'un réseau d'organismes régionaux de développement en TIC. Nous poursuivons en ce sens, car nous constatons à chaque jour que des groupes sous-financés sont confrontés à des équipements désuets et non sécurisés, de même que des entreprises d'économie sociale qui pourraient grandement améliorer leurs services sont à des lieux des possibilités dont bénéficient les milieux publiques et privés.

Nous sommes convaincus que ces outils, que constituent les technologies de l'information et des communications (TIC), peuvent être mis au service de la résolution de nos grands défis socio-économiques qui touchent l'ensemble des citoyennes et des citoyens du Québec. Aussi nous sommes nous également placés au cœur des développements en cours du gouvernement et de la démocratie en ligne. Des enjeux majeurs qui mobilisent les groupes communautaires et qui constituent une occasion de voir émerger toute la force de ces organisations qui représentent un espoir d'améliorer les conditions de vie de toutes et tous et de contribuer de manière innovatrice à élargir la vie démocratique.

Nous avons réussi, cette dernière année, à obtenir une reconnaissance de notre mission au ministère des Services gouvernementaux pour appuyer nos actions sur les enjeux de la fracture numérique que nous devrons raffermir si nous voulons conserver le rôle de «phare» que l'on nous demande. Nous avons poursuivi, avec notre premier ministère d'attache, celui de l'Éducation, du Loisir et du Sport, l'avancée de notre projet sur le développement des compétences du cybercitoyen qui nous mènera à outiller et soutenir les intervenantes et intervenants des milieux communautaires qui utilisent les technologies en appui à leurs missions.

Communautique entend ainsi continuer à prendre le leadership, avec son réseau de partenaires impliqués dans le développement d'une appropriation citoyenne des technologies, pour soutenir l'ensemble des milieux communautaires impliqués auprès des populations à risque d'exclusion afin qu'émerge une culture web faite de solidarité sociale, économique et culturelle.

Monique Chartrand Directrice générale



personnel

Monique Chartrand

Directrice générale

Ariane Pelletier

Directrice-adjointe

Micheline Montpetit

Adjointe administrative

Roger Charbonneau

Formateur et responsable des formations

Hugo Gervais

Formateur et responsable informatique

Charles Gagnon

Chargé de projets

Élisabeth Caron

Agente de communication

Catherine Valcourt

Webmestre

Mélissa Ducharme

Coordonnatrice provinciale Initiative jeunesse du PAC

Bruno Blais

Coordonnateur régional, puis provincial, Initiative jeunesse du PAC

Lia Talbot

Coordonnatrice régionale et responsable des dossiers à l'international Initiative jeunesse du PAC

Caroline Tagny

Coordonnatrice régionale et designer graphique Initiative jeunesse du PAC

Cristian Espinoza

Animateur, Centre d'accès Internet

Pierre Petiote

Animateur, Centre d'accès Internet

Andreea Nica

Animatrice, Centre d'accès Internet

Laurence Frank

Consultante

Céline Desjardins

Chercheure associée



2005

Manuel Cisneros

Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) Président

Malika Alouache

Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles Vice-présidente

Claude Ouellet

Atena groupe conseil Secrétaire-trésorier

Louise St-Jacques

La Puce communautaire

Suzanne Leroux

Centre St-Pierre

Catherine Roy,

Consultante en accessibilité des technologies

Gisèle Parisien

CDEC de Gatineau

Denis Boudreau

W3Québec

Roger Charbonneau

Équipe de Communautique

conseil d'administration administrateurs et administratrices

membres

Les organismes membres: Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu (ACHIM), Montréal Atena groupe conseil, Rimouski Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles, Montréal Centre communautaire Le Trait d'Union, Longueuil Centre communautaire Tyndale St-Georges, Montréal Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), Montréal Centre d'éducation populaire de la Petite-Bourgogne et de St-Henri, Montréal Centre de formation populaire (CFP), Montréal Centre de lecture et d'écriture (CLE), Montréal Centre de loisirs Mgr Pigeon, Montréal Centre de Ressources en intervention populaire de l'Est Inc. (CRIPE), Rimouski Centre de services communautaires du Monastère, Montréal Centre des Médias alternatifs du Québec(CMAQ), Montréal Centre St-Pierre, Montréal Comité logement du plateau Mont-Royal, Montréal Communications et société, Montréal Coopérative des citoyens d'Olier, Montréal Corporation de développement communautaire (CDC) d'Amos Corporation de développement communautaire (CDC) de Lonqueuil Corporation de développement économique et communautaire (CDÉC) Centre-Nord, Montréal Corporation de développement économique et communautaire (CDÉC) de Gatineau Corporation de développement de l'Est de Montréal (CDEST) Corporation de développement économique et communautaire (CDÉC) de Québec Cybersolidaires, Montréal Économie communautaire de Francheville (ÉCOF), CDEC de Trois-Rivières Fédération Québécoise des centres communautaires de loisirs (FQCCL), Montréal Fondation de transition, Montréal Front des femmes regroupées en options non-traditionnelles (FRONT), Montréal Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA), Montréal Journal communautaire Le Monde. Montréal L'Itinéraire. Montréal La Puce communautaire. Montréal Logiciel Libre Ahuntsic, Montréal ORCOOP coop. de travail en TI, Montréal REBOOT Montréal, Montréal Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO), Montréal Télé-Québec, Montréal W3Québec, Montréal YMCA du Parc, Montréal Les membres individuels: Alain Ambrosi Serge Proulx Denis Boudreau Catherine Roy Stéphane Couture Jean-Marie **D'Amour** Francine Pelletier

historique

Préoccupés par l'écart qui ne cesse de se creuser entre inforiches et infopauvres, dans le contexte de l'arrivée des technologies de l'information et des communications (TIC), en 1995, l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA)¹ et La Puce communautaire unissent leurs efforts et leurs expertises pour mettre sur pied le projet «Communautique», qui deviendra un organisme communautaire incorporé en 1999.

La préoccupation de Communautique est, depuis ses débuts, de placer le mouvement communautaire dans l'espace des politiques canadiennes et québécoises en matière de TIC. Il soutient que les organismes communautaires et de l'économie sociale, par leurs contacts privilégiés avec les collectivités des milieux urbain et rural et les populations potentiellement exclues, sont des acteurs cruciaux pour la diffusion et l'appropriation des TIC.

Afin de contrer l'exclusion sociale liée aux TIC, Communautique agit donc comme un carrefour pour les organismes communautaires et les citoyens et citoyennes québécois. Il est perçu comme un lieu d'échanges, de formation et de partenariats dans l'optique d'une appropriation réussie des technologies. Il est l'un des seuls groupes à réfléchir simultanément aux enjeux des TIC en se penchant sur l'outillage des groupes pour qu'ils les utilisent en concordance avec leurs actions et leurs visées.

La Plateforme québécoise de l'Internet citoyen, développée en concertation avec les groupes communautaires, est un des outils privilégiés au cours des dernières années pour interpeller les différents intervenants du milieu. Elle vise à contribuer au développement d'un autre Internet, renforçant l'exercice de la citoyenneté par l'inclusion de toutes et tous.

En accord avec sa mission, Communautique a donc œuvré depuis ses débuts à initier et faire bénéficier le milieu communautaire de grandes initiatives en matière d'accès. Des programmes comme VolNet, Inforoute points d'accès, le Programme d'accès communautaire, l'Initiative Jeunesse du PAC, le Programme de gestion de l'information et des technologies de l'information (GI-TI), l'Espace–associatif et la Journée Innovation sociale, ont permis d'équiper, former et rendre accessibles équipements et formation à des milliers de groupes et de citoyennes et citoyens, d'animer le milieu et ainsi de générer et faire connaître de nombreuses initiatives locales et régionales.

Communautique a su prendre position à propos de nombreux enjeux sociaux, comme la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ou ceux de l'accessibilité, de la citoyenneté et de la démocratie en ligne. Il a produit différents mémoires dans le cadre de la Politique québécoise de l'autoroute de l'information, la Politique de reconnaissance de l'action communautaire, la Politique de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et la Politique d'Éducation des adultes et de formation continue.

Les réflexions de Communautique sur l'Internet citoyen concernent également les questions de la «démocratie en ligne» et du «gouvernement en ligne» abordés par la politique de l'inforoute du gouvernement du Québec.

¹L'ICÉA a changé son nom pour l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes en 2004.

Il faut concevoir les TIC non pas comme un service qu'on offre aux consommateurs mais comme un outil de développement, de participation au développement local.

mission

Mettre les TIC au service des milieux communautaires et populaires ainsi qu'au service des citoyennes et citoyens potentiellement exclus dans une optique d'élargissement de la vie démocratique et de la citoyenneté et de la mise en place d'une inforoute communautaire.

approche et philosophie

- Développer des projets en partenariat;
- Développer des réseaux d'échanges autour de services et de projets communs;
- S'inscrire en complémentarité avec les autres initiatives du milieu communautaire ;
- Avoir une vision large des intérêts de l'ensemble de la population;
- Sensibiliser les décideurs politiques aux questions liées à l'accès et aux mesures à mettre en place relativement à l'appropriation sociale.

nos grands buts

- Accroître l'accès aux TIC et à l'Inforoute ;
- Favoriser la prise en charge et l'autonomie des groupes communautaires, du milieu et des citoyennes et citoyens;
- Développer une culture télématique démocratique;
- Contribuer au développement de l'Inforoute communautaire et des espaces communautaires;
- Contrer l'exclusion sociale liée aux TIC.

Assurer le financement et la pérennité;Assurer le rayonnement.

 Outillage par la formation à l'utilisation stratégique et par le développement de l'accès aux TIC;

axes stratégiques

- Outillage par la production d'outils d'analyse et de réflexion et par la recherche et l'innovation;
- Outillage par l'animation et la concertation du milieu communautaire.

organisation;

• Développer Communautique comme

les grands défis

 Maintenir la cohésion des projets avec la mission et les axes stratégiques:

développement et pérennité de Communautique

- Contribuer à la consolidation et au développement des activités des points d'accès:
- Consolider et développer les activités de Communautique.

- un partcipant de la journée du 28 avril sur la démocratie en ligne



a, prise, saisie. Appropriation par nquête, usurpation, 2.vol. © CONTR. liénation. STRATÉGIQUE ET DÉVELOPPEMENT

AXE 1 // FORMATION À L'UTILISATION DE L'ACCÈS AUX TIC

Objectif général: consolider les points d'accès au sein des groupes communautaires et outiller les groupes, les intervenants et intervenantes, les citoyens et citoyennes à une utilisation stratégique de l'Inforoute.

Initiative jeunesse du PAC

Pour une deuxième année consécutive, Communautique a géré le projet «Initiative jeunesse du Programme d'accès communautaire (IJ-PAC)» d'Industrie Canada au Québec. Ce projet est financé par le biais du programme Stratégie emploi jeunesse du Canada (SEJ) du Développement des ressources humaines Canada (DRHC). Débuté à la fin du mois de mai 2004, la deuxième année du projet a pris fin le 31 mars 2005.

Le programme IJ-PAC favorise l'appropriation des nouvelles technologies par les populations potentiellement exclues et aide à combattre la fracture numérique. De plus, il permet à des jeunes d'acquérir une expérience unique dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC). Ces jeunes encouragent la population à s'initier à Internet et à la micro-informatique par le biais de formation et d'animation dans les Centres d'accès communautaire Internet (CACI).

Communautique assure la coordination d'ensemble du projet et des relations avec Industrie Canada, et a également employé directement plusieurs stagiaires.

Pour l'année 2004-2005, 62 animateurs et animatrices de milieu ont été embauchés et ont offert 35 367 heures d'animation gratuitement ou à faibles coûts à la population (7526 ateliers dans 84 CACI). De plus, six jeunes diplômés ont eu l'occasion de coordonner le projet, d'en assurer l'encadrement et l'administration

Communautique a dispensé une formation de 4 jours à chacun des stagiaires afin de les outiller et de les préparer à transmettre les connaissances informatiques et télématiques nécessaires aux activités d'accès à Internet offertes dans les CACI situés dans des organismes communautaires de 7 régions dont 12 arrondissements de Montréal.

Dans le cadre de ce programme, les animateurs et animatrices de milieu offrent des séances d'initiation et de formation à Internet aux personnes qui fréquentent les groupes communautaires (jeunes, personnes âgées, immigrants, etc.). Elles et ils sont appelés à mettre à jour le site web des organismes et à offrir du soutien technique.

Ainsi, la participation à ce projet a permis aux jeunes d'acquérir des connaissances approfondies dans l'animation d'activités d'initiation aux TIC. De plus, comme le projet se déroulait dans plusieurs organismes communautaires, il a permis aux jeunes de s'intégrer à un nouveau milieu et de créer un réseau de contacts, un atout précieux qui facilitera leur intégration sociale et professionnelle.

Au cours de l'année 2004-2005, 10 393 personnes ont bénéficié des formations offertes par les jeunes stagiaires. De ce nombre, 58,9% étaient des femmes alors que 41,1% étaient des hommes. On remarque que 40,8% des participants et des participantes sont sans emploi alors que 24,5% sont retraités. Pour plus de la moitié des participants, il s'agissait d'un premier contact avec Internet et près de 59% ont fréquenté les CACI à plus de trois reprises.

Aussitôt cette deuxième campagne du Programme IJ-PAC terminée, Communautique a entamé la troisième année du projet. Dans un premier temps, un site web et un bulletin d'information hebdomadaire du IJ-PAC ont été créés. Le bulletin est publié le jeudi et a pour principal objectif de consolider le réseau des stagiaires, ex-stagiaires et amis des stagiaires. Il sert également à offrir un support en recherche d'emploi par la publication d'offres susceptibles d'intéresser les stagiaires et ex-stagiaires et à transmettre des informations relatives aux TIC.

Le site web (http://stage.communautique.qc.ca) a pour but de centraliser et de rendre plus accessible l'information relative au Programme IJ-PAC. Il comprend, entres autres, du matériel pédagogique adapté aux formations offertes par les stagiaires, un journal hebdomadaire et un logiciel de conversation où les stagiaires peuvent communiquer entre eux afin de partager des expériences par rapport à leur stage et s'informer sur des événements pertinents à venir. Ils sont invités à commenter et à ajouter du contenu sur le site. Ils peuvent également y remplir leur feuille de temps. Cet espace web dédié aux stagiaires vise à créer un esprit de groupe. Il est particulièrement utile pour les stagiaires en région plus éloignée puisque ceux-ci n'ont souvent que des contacts virtuels avec leurs collègues. Cet outil leur permet donc de participer plus activement aux discussions et activités entourant leur stage.

Du 28 mai au 6 juin 2005, 3 jeunes à la coordination du Programme IJ-PAC se sont rendus à Porto Alegre au Brésil afin d'assister au 6ème forum sur le logiciel libre (FISL). Lors de cette rencontre, ils ont pu observer les possibilités qu'offre le logiciel libre ainsi que la politique informatique du gouvernement brésilien, et plus précisément sa gestion de l'accès communautaire aux TIC.

La première cohorte de stagiaires de l'année 2005-2006 a débuté le 4 juillet dernier suivi d'une autre à la mi-août. Communautique souhaite augmenter sa présence à l'extérieur de Montréal. Si près d'une centaine de CACI ont participé à l'année 2004-2005, l'objectif pour l'année suivante est que les stagiaires couvrent plus de 120 CACI à travers la province. Toutefois, nous ne pouvons que déplorer la fin du Programme prévue pour le 28 février 2006. Il ne semble pas y avoir à l'horizon de volonté politique de poursuivre l'accès à la formation et aux lieux d'accès communautaire pour les populations touchées par la fracture numérique.

en peu de temps j'ai pu réaliser beaucoup de choses, on vient ici, c'est comme si, ça se fait entre amis...

-un participant du CACI de Communautique

Le centre d'accès communautaire à Internet de Communautique

Depuis novembre 2003, les citoyennes et citoyens de l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc Extension peuvent profiter du Centre d'accès communautaire à Internet de Communautique où ils sont reçus par un animateur ou une animatrice - stagiaire du projet de l'Initiative Jeunesse du Programme d'accès communautaire, qui est disponible pour répondre à leurs questions ou pour leur donner des ateliers d'initiation à Internet.

Dans le cadre de «La semaine des adultes en formation», du 2 au 8 avril 2005, le CACI s'est déplacé au Marché Jean-Talon pour réaliser l'événement «Ça clique au marché public». Cette journée a permis de mettre en valeur les adultes qui s'initient aux nouvelles technologies en plus de faire connaître le CACI de Communautique. Devant le succès de cette activité, celle-ci a été reprise également au Marché le 22 juillet suivant.

Ainsi, cette année, le CACI a accueilli 538 personnes soit quatre fois plus de participants et participantes que l'année précédente dont 19% d'entre-eux n'avaient jamais touché à un ordinateur avant leur visite au CACI et 63% n'avaient jamais navigué sur Internet avant de débuter leur formation. Le CACI était ouvert en moyenne 25 heures par semaine.



Les partenaires et leur contribution à la coordination du projet IJ-PAC

partenaires	nombre de stagiaires	total des heures de stage	nombre de caci
La Puce communautaire	10	4123	9
Centre de ressources et d'action communautaire (CRAC) de la Petite-Patrie	2	1246	1
Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles	9	6214	8
L'@venue	15	7318	26
Communautique	9	4706	8
Action interculturelle de développement et d'éducation (AIDE), Sherbrooke	2	1680	7
CDEC de Gatineau	1	840	2
CRIPE-ATENA	4	2940	3
ÉCOF CDEC de Trois-Rivières	5	3360	9
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir (FQCCL) - Montréal	1	840	1
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir (FQCCL) - Régions	3	1260	6
Maison des jeunes Sac-à-dos	1	420	2
Centre des aînés de Longueuil	1	420	2
Total	62	35 367	84

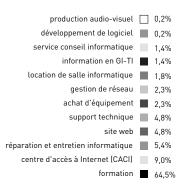
Réseau de formation et de soutien technique en gestion de l'information et technologies de l'information (GI-TI)

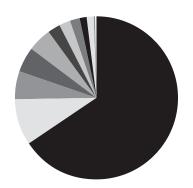
Le projet de Réseau de formation et de soutien technique en gestion de l'information et technologies de l'information (GI-TI) répond à une des recommandations formulées dans le cadre d'une stratégie en cinq volets présentée par la Table conjointe sur la GI-TI dans le cadre de l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire qui s'appuie sur l'Accord entre le gouvernement du Canada et le secteur bénévole et communautaire. Cette initiative vise, entre autres, à «aider les organismes bénévoles et communautaires à utiliser la technologie avec plus d'efficience et d'efficacité en reliant les réseaux communautaires existants et en établissant un point central d'accès à ces réseaux.»

Communautique et ses partenaires - La Puce ressource informatique, Économie communautaire de Francheville (ÉCOF), le Centre St-Pierre et ATENA groupe conseil ont constitué l'équipe de mise en oeuvre au Québec du Réseau pancanadien de formation et de soutien technique en gestion de l'information et en technologies de l'information (GI-TI) jusqu'en février 2005, date de fin du Programme.

Un des principaux objectifs de ce projet a consisté à la mise en place d'une ligne de référence à des ressources adéquates pour les milieux communautaire et bénévole. La mise en place d'une base de données a permis de recruter, dans l'ensemble des régions du Québec, une banque de fournisseurs à même d'offrir des services de soutien technique, de la formation en bureautique et à l'Internet, ainsi que de réaliser et héberger des sites web. À ces services de base, s'ajoutent de nombreux services spécialisés, la possibilité de trouver des services conseil et de l'équipement à des coûts accessibles, des références en sécurité informatique et bien d'autres sources d'information en constante évolution.

Référencement GI-TI en 2004-2005: 442 demandes ont été enregistrées





Le travail de recrutement des fournisseurs a été effectué principalement auprès d'organisations en lien avec les ressources du milieu, dont une cinquantaine de Corporations de développement communautaire (CDC), et de Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), en mesure de donner un premier niveau d'appréciation des ressources inventoriées. Cette façon de travailler a permis par la même occasion de faire connaître le service de référence et le réseau auprès d'acteurs du milieu communautaire et bénévole en mesure d'en faire par la suite la promotion.

Les communications sur le projet et la ligne de référence ont fait l'objet de différents documents d'information et de promotion qui ont été acheminés via des listes de centaines d'organismes, par télécopieur, par prospectus, et sont parus principalement dans le Bulletin CommEnBref, le bulletin Info-ÉCOF et le site web de Communautique. Un dépliant a également été réalisé et distribué lors de différents événements. Plusieurs contacts téléphoniques ont été faits avec les organismes de proximité. Le matériel de promotion et les documents d'information ont également été adaptés aux réalités régionales.

Deux rencontres virtuelles par forum de discussion ont été réalisées avec les personnes impliquées dans la prestation des services, pour optimiser la base de données utilisée et tenir compte des besoins des partenaires.

Une quarantaine de stagiaires du Programme Initiative jeunesse du PAC (IJ-PAC) ont été impliquées pour procéder à l'évaluation des besoins en planification de la GI-TI des CACI; une journée de formation à cet effet a été offerte aux stagiaires. Communautique s'assure également de tenir à jour un maximum d'informations sur les services offerts par les CACI.

Les travaux entrepris dans le cadre du projet ont également permis d'établir des ponts avec de nombreux partenaires et de rencontrer différents interlocuteurs politiques et économiques. Toutes ces rencontres et échanges sont venus enrichir le panorama de réseautage qui sera garant de la pérennité du service de la ligne de référence, mais également du développement du réseau et des services qu'il est en mesure d'offrir aux groupes communautaires et bénévoles du Québec.

La participation à cette initiative a permis également à Communautique et ses partenaires de contribuer à la dynamique du réseau sur une base pancanadienne et ainsi de mieux connaître les réalités et initiatives d'autres régions du Canada. Ainsi, à l'instar du partenaire pancanadien de Vancouver (Vancouver Community Network), la mise en place d'un site accueille la base de données des fournisseurs afin d'assurer la pérennité du projet en terme d'accès aux services: http://giti.ca.

Communautique a également été appelé à contribuer au focus groupe qui avait pour mandat de valider les éléments de convivialité du Portail de l'ISBC et à participer au comité aviseur de ce portail: http://www.portailcommunautaire.ca/fr/technology. Au-delà du projet, une implication dans le développement des contenus francophones du portail de l'ISBC et du GI-TI se poursuit.

Réseau de Centre d'accès communautaire Internet de la CDC du Haut St-Laurent

À partir de son expérience de développement et de réalisation de projets de réseautage et de gestion de points d'accès, acquise au cours des dernières années, Communautique a accompagné la CDC du Haut-St-Laurent dans l'actualisation de son projet de réseau de centres d'accès Internet.

À cette fin, une analyse des particularités, des besoins et de la vision de la CDC et des partenaires impliqués dans le projet a été réalisée. Un inventaire des sources potentielles de financement disponible axé sur les TIC, leur appropriation et leur intégration en milieu rural a permis d'identifier un bailleur de fonds. La mise à jour du plan d'affaires et de pérennité du réseau a permis à la CDC d'obtenir le soutien nécessaire à la mise en place de quatre centres d'accès.

Journée Innovation sociale

La réalisation d'une «Journée Innovation sociale», organisée par Communautique en collaboration avec le Centre St-Pierre, a réuni plus de 80 personnes pour participer à des ateliers le 28 février 2005. Inscrit sous le signe de la créativité technologique communautaire, cet événement, le premier du genre au Québec, réunissait des groupes communautaires aux horizons variés mais ayant tous à cœur l'utilisation novatrice des nouvelles technologies à des fins sociales.

La Journée Innovation Sociale a comme principal objectif de mettre en valeur les initiatives et utilisations novatrices des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les milieux communautaire et bénévole en soutien à leur mission. Pour les milieux communautaire et bénévole qui mettent les TIC au service de l'action communautaire et du développement local, cet événement se veut une véritable opportunité en fait de visibilité mais aussi un lieu d'échanges et de rencontres. La Journée Innovation Sociale permet de mettre le secteur privé en TIC en lien avec les besoins communautaires et bénévoles en technologie et de sensibiliser les donateurs potentiels à ces besoins.

Onze ateliers et une douzaine de kiosques furent présentés tout au long de la journée: http://innovation.communautique.qc.ca.

Un prix Innovation Sociale remis lors de l'événement, vise à honorer un organisme communautaire ou une entreprise d'économie sociale qui a su conjuguer technologie et développement social en démocratisant l'usage des technologies, en contrant l'élargissement du fossé entre les inforiches et les infopauvres et en favorisant l'innovation sociale et communautaire.

Lors de l'édition 2005, le premier prix a été accordé à l'organisme Île sans fil, reconnu dans le milieu communautaire pour ses efforts de démocratisation de l'accès à l'Internet sans fil.

Une mention d'honneur a également été remise au café-Internet le Bucafin, une entreprise d'économie sociale avec service de buanderie installée depuis l'an dernier dans les premiers quartiers de Trois-Rivières.

Un espace associatif, pour un partage d'expériences en ligne!

Les milieux communautaires et de l'économie sociale francophones peuvent partager leur utilisation des technologies de l'information et des communications grâce à la mise en ligne d'un nouveau site: «espace-associatif.org». Ce site, par l'édition de récits d'expériences, se veut avant tout un lieu de partage des utilisations et applications novatrices des technologies par des groupes tant du Québec que de la francophonie canadienne.

Cet Espace est basé sur une trentaine de récits d'expériences d'organismes des milieux communautaire et de l'économie sociale recueillis et publiés en version imprimée en 2002 par Communautique. Lancé officiellement en décembre 2004, il compte depuis, 48 nouveaux groupes membres. Une liste de diffusion et de partage a également été mise en ligne dans le but de créer des liens entre les membres de l'Espace associatif. Ainsi, les groupes communautaires et de l'économie sociale sont invités à devenir membres. L'inscription permet d'accéder à divers services tels un forum de discussion public et privé, un calendrier d'activités et une page d'informations sur leur organisme.

L'Espace associatif comporte un forum public ouvert aux discussions sur les enjeux de la démocratie en ligne et les impacts des développements de l'usage des technologies de l'information et des communications. Les usagers des Centres d'accès communautaire à Internet sont accompagnés par des animateurs et animatrices pour s'approprier cet outil d'expression citoyenne. Les équipes d'animation des lieux d'accès ont reçu la formation nécessaire pour accompagner la population et les intervenants des groupes intéressés à joindre ce lieu associatif.



Les formations

Afin de favoriser l'appropriation des technologies de l'information et des communications (TIC), Communautique offre aux organismes du Québec toute une gamme d'activités de formation à des coûts accessibles. Ces formations visent à outiller les groupes, les intervenants et intervenantes ainsi que les citoyens et citoyennes à une utilisation stratégique de l'Inforoute. Trois types de formation ont été offertes: formation régulières inscrites au calendrier, formation sur mesure et formation en soutien aux projets de Communautique.

Formation régulières

Un calendrier des formations régulières est constitué pour chaque période de l'année. La promotion de ces activités se fait via des listes de diffusion courriel et télécopieur destinées aux organismes de base et aux têtes de réseaux des principaux secteurs d'interventions. Cette année, les formations inscrites au calendrier étaient:

- Internet de base (Initiation à Internet et sensibilisation aux enjeux sociaux liés aux TIC)
- Internet intermédiaire (Courriel et recherche)
- L'action communautaire et Internet
- Un site web: guels enjeux pour votre organisme?
- Les logiciels libres, pratiques et enjeux
- La navigation et la recherche sur le Web
- Le courrier électronique

Formations sur mesure

Communautique répond également à des demandes de formation de divers organismes qui souhaitent acquérir des compétences associées à l'utilisation des nouvelles technologies. Cette année, Communautique a contribué à la formation des membres, bénévoles, usagers et usagères des groupes suivants:

- Personnel administratif du Diocèse de Montréal: production d'un questionnaire d'évaluation, sessions de formation Internet niveaux débutant à intermédiaire adaptées suite à l'analyse des questionnaires complétés
- Travailleuses du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ): formation sur la gestion et le classement du logiciel de courrier électronique Entourage
- Personnes participant aux activités de formation inscrites à la programmation du Centre St-Pierre (secteur Communication): formations Concevoir un site web de base
- Ateliers de sensibilisation dans le cadre de la Semaine québécoise de l'informatique libre (SQIL): Initiation au logiciel libre et enjeux pour le communautaire

formations régulières et sur mesures	heures de formation	nombre de sessions	nombre de personnes	nombre d'organismes	
formations régulières	68	8	21	18	
formations sur mesures					
Centre St-Pierre	12	1	10	8	
SQIL	8	2	9	8	
Diocèse de Montréal	30	5	39	1	
FPASQ	2	1	2	1	
total	120	17	81	36	

formation à l'animation d'initiation Internet	programme IJ-PAC	nombre d'heures	nombre de stagiaires formés
2e groupe septembre 2004	2004-2005	24	10
3e groupe octobre 2004	2004-2005	24	10
4e groupe octobre 2004	2004-2005	24	9
5e groupe novembre 2004	2004-2005	24	9
6e groupe janvier 2005	2004-2005	24	5
1er groupe juillet 2005	2005-2006	24	8
2e groupe août 2005	2005-2006	24	9
total		168	60
	I		

Activités de formations en soutien aux projets de Communautique

La plupart des projets de Communautique possèdent un volet de formation afin de consolider et susciter une utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication de la part des organismes communautaires et des individus impliqués dans les projets. Les activités de formation liées à ces projets nécessitent un investissement en développement (expertise, adaptation au contexte d'utilisation, matériel pédagogique, documentation aux usagers).

Initiative jeunesse – Programme d'accès communautaire (IJ-PAC)

Les stagiaires du Programme IJ-PAC qui travaillent dans les Centres d'accès communautaire Internet (CACI) ont pu suivre une formation de quatre jours. La formation a permis aux stagiaires de compléter leurs connaissances des outils informatiques pouvant être utiles à leur travail et d'apprendre et expérimenter des approches pouvant faciliter l'encadrement des personnes en apprentissage dans les CACI. En tout, 168 heures de formation ont permis à 60 stagiaires de se familiariser avec ce nouveau défi qui les attendait.

Espace-associatif.org

Afin d'outiller et de soutenir les organismes communautaires, membres du site de l'Espace associatif, dans l'appropriation de leur espace personnel, les activités suivantes ont été réalisées:

Groupe témoin

Avant le lancement officiel du site de l'Espace associatif, 8 personnes de 8 organismes, membres ou en potentiel de le devenir, ont été invitées à participer à une rencontre d'évaluation de l'outil développé pour l'Espace associatif. L'exercice visait spécifiquement à évaluer sa convivialité, l'intérêt des organismes communautaires et à recueillir des données pour le développement des contenus de formation.

Formation des animateurs et animatrices des CACI

Les animateurs et animatrices du projet de l'IJ-PAC ont suivi une formation de 3 heures leur permettant d'encadrer un organisme désirant devenir membre et apprendre à gérer son espace personnel. Du matériel de soutien a également été développé tel que: un guide de formation pour l'encadrement, des exercices d'apprentissage pour les organismes participants, édition et mise en forme des contenus, configuration des forums.

Formation aux organismes membres

Une formation a également été offerte à tous les groupes inscrits à l'Espace associatif les préparant à utiliser le site et ses outils pour gérer et mettre à jour l'espace personnel mis à leur disposition.

Guide d'utilisation de l'Espace associatif

En cours de réalisation du projet, considérant que les organismes membres de l'Espace associatif ainsi que ceux qui ont été approchés pour le devenir avaient besoin de comprendre les différents aspects du site et leur fonctionnement au delà de la formation offerte ou parce qu'ils ne pouvaient y

participer, un guide d'utilisation de l'Espace associatif d'environ 70 pages a été développé. Ce guide expose de manière complète et précise le fonctionnement du site, exemples à l'appui. La diffusion de ce guide via le site permettra à tous les groupes, membres ou membres potentiels de bien comprendre et d'utiliser les fonctions du site.

Atelier: «Un Espace associatif: pour qui? pourquoi?»

Lors de la Journée Innovation sociale, le 28 février 2005, un atelier de familiarisation a été offert sur le thème de l'Espace associatif et de son implication sociale

c'est une nécessité pour chaque personne, chaque individu, il doit savoir ça parce que c'est rendu partout dans nos déplacements, dans les aéroports, dans les bibliothèques, dans toutes les institutions parfois ils nous demandent de l'utiliser l'ordinateur-un participant du CACI de Communautique

espace associatif	heures de formation	nombre de sessions	nombre de personnes	nombre d'organismes
groupe-témoin	4	1	8	8
formation des animateurs et animatrices IJ-PAC	9	3	25	7
formation aux organismes membres	6	2	11	11
Atelier: «Un espace associatif pour qui, pourquoi»	1	1	10	10
total	20	7	54	36

PHARE - Personnes handicapées et accessibilités aux ressources de la e-collaboration

Communautique, en partenariat avec le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes handicapées (CAMO-PH) et l'entreprise M3Ksolutions, contribue à la réalisation du projet de formation à l'utilisation d'une plateforme de travail collaboratif (PHARE) pour et par l'Alliance Québécoise des Regroupements Régionaux pour l'Intégration des Personnes Handicapées (AQRIPH). Ce projet pilote vise l'apprentissage virtuel en milieu de travail appliqué à l'utilisation d'une plateforme de collaboration en ligne (gestion de documents, agenda partagé, forums de discussion).

Communautique s'implique principalement pour la configuration et la gestion de l'environnement conformément aux besoins de la formation et aux besoins d'outils de travail pour soutenir les activités associatives de l'AQRIPH. Le travail de conception et la réalisation du matériel de formation pour 10 heures de formation en présentiel et 20 heures de formation autonome en ligne (capsules de formation et activités de travail) a permis d'animer des sessions de formation en présentiel (formation initiale), d'assurer un suivi et un encadrement aux participantes et aux participants par le biais des outils virtuels de la plateforme collaborative, de même que par courriel et par téléphone.

nes déjà formées d'agir comme agents multiplicateurs, selon une formule de parrainage en utilisant le matériel disponible en ligne, afin de transférer ces connaissances aux personnes inscrites ultérieurement à la formation initiale.

Communautique avait développé initialement un projet de recherche-formation en partenariat avec l'Alliance québécoise pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH) et le Comité d'adaptation de la main d'œuvre pour personnes handicapées (CAMO-PH) qui vise à mettre son expertise et la richesse de ses partenariats au service d'un projet de réseau d'apprentissage communautaire pour et par les personnes handicapées, RACP2PH.

Le projet, en attente de financement, a permis d'initier le projet PHARE et s'inscrit dans sa poursuite. Il permettra de mettre les acquis du projet PHARE au service de la création d'un réseau d'apprentissage et de travail collaboratif virtuel au sein de l'AQRIPH, et de diffuser ces activités d'apprentissage auprès d'un plus grand nombre de personnes dans le réseau. Les acquis de ce projet pourront être repris également dans le cadre du projet de Formation à l'Inforoute citoyenne et ainsi, constituer un apport de la communauté des personnes handicapées à l'ensemble des organismes communautaires.

projet phare	heures de formation	nombre de sessions	nombre de personnes	nombre d'organismes
formation à Québec et à Montréal	14	2	33	24
animation des activités en ligne	24	n/a	40	24
total	38	n/a	40	24
			- COMP	
grand total des formations (régulières - sur mesures - soutien aux projets)	heures de formation	nombre de personnes		
formations (régulières – sur mesure)	120	81		
formations en soutien aux projets et activités (IJPAC/Espace-associatif/PHARE)				

Points saillants des réalisations 2004-2005

La tendance, déjà observée à l'année 2003-2004, d'une plus grande demande de formation émanant du soutien aux projets plutôt qu'aux formations régulières, s'est accrue. Ces besoins de formation sont souvent plus spécifiques et requièrent un investissement plus important en recherche et développement.

La production de matériel de soutien à l'autoformation s'est accentuée: la zone partage pour les animateurs et animatrices du projet IJ-PAC, le matériel développé pour la plateforme collaborative du projet pilote PHARE, le guide d'utilisation et les annexes d'exercices de gestion de l'Espace associatif.

Afin d'alimenter le projet de formation à l'Inforoute citoyenne, un travail d'exploration et de développement de nouveaux contenus de formation en lien avec les compétences citoyennes nécessaires pour une utilisation stratégique des nouvelles technologies a été amorcé.

Ce travail couvre, entres autres, l'actualisation des contenus existants, l'exploration de volets de formation pouvant être offerts en ligne, l'analyse d'outils collaboratifs (accessibles par Internet) pouvant soutenir une implication accrue au développement de contenus web et une participation plus active des organismes et citoyens aux technologies de l'information et de la communication. Ces outils complètent les modes plus traditionnels de participation (consultation et communication) par l'alimentation et la diffusion de contenus dans un cadre coopératif (carnet web ou «blogue», wiki, systèmes dynamiques de gestion de contenus).

Cette phase exploratoire vise à développer une formation qui apporte un éclairage aux organisations ainsi qu'aux citoyens et citoyennes afin de mieux connaître et de se positionner sur les possibilités qu'offrent ces nouveaux outils (présentation des différents types, profil d'utilisateur, particularités, avantages et inconvénients, contraintes technologiques, degré d'apprentissage, etc.)

Ce qui me met de bonne humeur lorsque je me lève pour aller travailler chaque matin, c'est que je sens que je fais ma part. Au départ, cela peut sembler minime, mais une fois rassemblés, tous les petits gestes que je pose me permettent de changer le monde à ma façon. Le sourire des gens est ma plus grande motivation!

- un animateur du programme IJ-PAC



par D'ANALYSE ET DE RÉFLEXION, RECHERCHE ET INNOVATION

Objectif général: sensibiliser les groupes communautaires aux enjeux sociaux, démocratiques et éducatifs liés à l'Inforoute.

price 14 envisage graphiqu nombre) DEMONO

ties libérales.

cratiques ; Etat organise suivi

monarchie, oligarchie: facciona totalia

Les démocraties populaires : régimes à parti unique,

d'inspiration marxiste, plus ou moins inféodés à l'URSS,

democratie. Etre en démocratic

Réflexion et innovation: programme de Formation à l'Inforoute citoyenne

La contribution spécifique de ce projet est celle de construire à partir de la réalité des groupes communautaires un programme de formation ou d'éducation à la citoyenneté à l'heure de l'émergence des sociétés de l'information.

Ce travail, qui s'étale sur trois ans, vise à identifier de nouveaux contenus de formation et à contribuer à développer les compétences citoyennes nécessaires pour une utilisation stratégique des nouvelles technologies.

La première année a permis d'effectuer une révue de la littérature existante sur le thème, d'analyser certaines approches et de consulter certains groupes dans différentes régions. Des rencontres ont eu lieu avec des responsables du développement du référentiel de compétences du ministère de l'Éducation et avec l'équipe qui travaille au dossier «Nos compétences fortes» du projet «Dynamiser la vie associative» de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA).

La deuxième année, en 2004-2005, a permis l'organisation d'une journée de réflexion sur le gouvernement en ligne et d'une journée sur la démocratie en ligne, la poursuite de l'analyse de la littérature et le développement de contenu de certaines activités d'animation et de formation avancée et à des outils en

soutien à la vie associative. Ces travaux permettent de jeter les premières réflexions d'un programme de formation à l'utilisation citoyenne des nouvelles technologies. Ils permettent également de faire le pont avec la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de la formation continue et les orientations concernant les nouvelles technologies.

Fort de ces travaux, il est prévu de retourner sur le terrain pour sonder les besoins des groupes et des populations qu'ils desservent en regard au développement du gouvernement en ligne et d'approfondir le concept et l'application de la démocratie en ligne au cours de la troisième année du projet. Seront également réalisées, sur une base pilote, des activités de formation à partir des contenus élaborés dans la 2ième année et la production d'un plan d'action pour assurer dans les prochaines années la mise en œuvre de ce programme auprès des formateurs et formatrices du milieu communautaire et de voir à la dynamisation d'une telle communauté de pratique.

Les acteurs impliqués dans le développement du projet

Pour actualiser ce programme, Communautique s'allie avec l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA). Également, un comité aviseur apporte un précieux éclairage à chacune des étapes du projet. Les membres du comité sont:

Malika secteur Alouache. coordonnatrice du informatique, Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles Alain Ambrosi, directeur général du Carrefour mondial de l'Internet citoyen Guy Bourgeault, professeur titulaire à la Faculté des sciences de l'éducation – Département d'administration et fondements de l'éducation, Université de Montréal Jean-Pierre Boyer, professeur au Département des communications, UQÀM Roger Charbonneau, responsable formations, Communautique Manuel Cisneros, responsable du dossier des nouvelles technologies de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) Joseph Giguère, Conseiller en économie sociale et en action coopérative Jean-Claude Guédon, professeur titulaire, Faculté des arts et des sciences - Littérature comparée, Université de Montréal Pierrot Péladeau, coordonnateur scientifique du Programme Éthique et Télésanté, Centre de bioéthique, Institut de recherches cliniques de Montréal

Communautaire en ligne: réflexions et actions du milieu communautaire en lien avec le projet de gouvernement en ligne et de la démocratie en ligne

Au printemps 2004, une tournée de consultations réalisée par Communautique dans 5 régions du Québec, révèle les inquiétudes en regard du projet de gouvernement en ligne. Les personnes consultées se sont déclarées inquiètes pour une grande partie de la population qui ne pourrait, sans des points d'accès, vraiment bénéficier des services gouvernementaux en ligne. La déclaration du gouvernement que des services téléphoniques subsisteront n'apaise pas ces inquiétudes: il est extrêmement difficile de joindre les services publics par téléphone, et ces services téléphoniques ont déjà grand besoin d'être améliorés. Plusieurs soulèvent le fait que tout ne doit pas être transposé en ligne, et qu'il faut préserver un éventail de manières d'interagir avec le gouvernement, certaines interactions ne pouvant tout simplement pas se faire en ligne.

L'utilisation plus importante des technologies à des fins citoyennes ou de démocratie en ligne ou de gouvernement en ligne est en cours de création. Le développement d'initiatives comme le gouvernement en ligne, nous permet d'envisager de nouveaux usages dont les compétences pour les développer nous sont encore méconnues.

La démocratie en ligne, c'est d'abord et avant tout un moyen, et non une fin. La démocratie doit naître, d'un ensemble des idées et non pas seulement un cumul des votes sur une donnée quelconque

- un participant de la journée du 28 avril sur la démocratie en ligne

Communautique a développé le projet «Communautaire en ligne» afin d'affirmer toute l'importance que revêt la participation active des organismes communautaires dans la mise en place du gouvernement et de la démocratie en ligne. Il apparaît dès lors qu'il importe d'appuyer l'animation, la sensibilisation des organisations de la société civile et de promouvoir la réflexion et la discussion. Un premier pas a été fait en créant un Comité d'étude sur la démocratie en ligne (CEDEL) qui constitue une initiative pionnière dans le milieu communautaire pour faire avancer la réflexion sur ce thème. Ce comité est constitué par des personnes du milieu communautaire ainsi que par des chercheurs universitaires et experts en nouvelles technologies.

Le projet permettra d'actualiser la participation du milieu communautaire à la mise en place du gouvernement en ligne et de la démocratie en ligne. À partir des travaux réalisés par le CEDEL et les travaux de recherche de Communautique, une vaste consultation des acteurs des milieux communautaires et de la population permettra de produire un rapport sur le gouvernement en ligne et la démocratie en ligne du point de vue de la société civile. Le Comité d'étude de la démocratie en ligne (CEDEL), en 2004-2005:

Alain Ambrosi, directeur général du Carrefour mondial de l'Internet citoyen Denis Boudreau, président de W3Québec **Michel Cartier**, professeur, Département des communications, UQAM **Monique** Chartrand, directrice générale, Communautique Cynthia Chassigneux, agente de recherche au Centre de recherche en droit public (CRDP) de l'Université de Montréal Manuel Cisneros, responsable du dossier des nouvelles technologies de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) Vincent François, membre de W3Québec Charles Gagnon, chargé de projets, Communautique Hugo Gervais, responsable informatique, Communautique Jean-Claude Guédon, professeur titulaire, Faculté des arts et des sciences, Littérature comparée, Université de Montréal Katherine Macnaughton-Osler, agente de développement pour les projets Internet au féminin du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) Paul Prévost, professeur titulaire au Département de management de l'Université de Sherbrooke Catherine Roy, vice-présidente de W3Québec et consultante en accessibilité des technologies Christian Vaillant, animateur au Centre de lecture et d'écriture, le CLÉ de Montréal



AXE 3 // ANIMATION ET CONCERTATION DU MILIEU COMMUNAUTAIRE

Objectif général: soutenir la concertation entre les groupes et les projets de télématique communautaire et assurer une représentation des intérêts du milieu communautaire au sein des instances politiques et de décision liés au développement de l'Inforoute.

Journée de réflexion, 14 octobre 2004: Le gouvernement en ligne: des enjeux pour les milieux communautaires et les populations défavorisées

Suite à l'analyse du rapport sur le gouvernement en ligne du gouvernement du Québec déposé en juin 2004 et à une consultation du milieu à partir des enjeux de la fracture numérique soulevés dans la Plateforme québécoise de l'Internet citoyen, Communautique organisait une journée de réflexion le 14 octobre 2004. Cette rencontre, tout comme celle qui a suivi le 28 avril 2005, voulait également permettre de mettre en lumière les besoins de formation et les nouvelles compétences nécessaires è l'exercice de la cybercitoyenneté.

Les résultats de la journée du 14 octobre se sont traduits en rencontres avec les représentants du gouvernement pour traiter, par exemple, de l'adaptation des services offerts en ligne pour les personnes peu scolarisées et de l'accessibilité pour les personnes handicapées. Ces réflexions ont été suivies d'actions pour faire avancer ces dossiers de façon collective.

Les trois grands constats tirés de la rencontre du 14 octobre sont d'une part de considérer le contexte actuel dans lequel le gouvernement cherche à mettre en place le gouvernement en ligne et la démocratie en ligne soit:

- L'existence persistante de la fracture numérique;
- Les difficultés des organismes communautaires et des organismes de la société civile à travailler dans un contexte de coupure de nombreux programmes.

Mais au milieu de ces difficultés, un premier constat des possibilités d'accès a été retenu devant la capacité de l'État à avoir fait une distribution massive de machines pour la loterie qui symbolise la possibilité de faire des choix différents.

Le deuxième constat s'est penché sur les conditions d'implantation des nouvelles technologies et des nouvelles applications. Les invités de cette journée ont attiré l'attention sur le danger que tout le processus de développement des usages des nouvelles technologies soit contrôlé par le secteur privé ou par une vision marchande et que l'on donne peu de place aux possibilités d'offrir aux citoyens et citoyennes des services publics et accessibles, en appuyant par exemple un accès plus grand et plus autonome aux technologies et à l'utilisation de logiciels libres².

Un troisième constat a questionné la nature du projet du gouvernement en ligne que l'on considérait beaucoup porté par une vision descendante, c'est-à-dire du gouvernement vers les citoyens et non pas par une vision ascendante du citoyen vers le gouvernement ou d'une vision plus circulaire.

L'importance du rôle des groupes de la société civile dans le développement de la citoyenneté et la nécessité d'établir des liens entre la démocratie en ligne et la démocratie actuelle ont également été soulevées.

Journée de réflexion du 28 avril 2005: La démocratie en ligne: les enjeux pour la population

Suite à l'organisation de la journée du 14 octobre, un comité initial d'analyse du rapport sur le gouvernement en ligne s'est élargi pour devenir le Comité d'étude de la démocratie en ligne (CEDEL) qui a vu à l'importance de poursuivre les réflexions sur des thématiques qui n'avaient pu être abordées en octobre et pour développer la vision de la «démocratie en ligne».

La journée du 28 avril a permis, entre autres, de soulever trois thèmes pour la mise en place du gouvernement en ligne et de la démocratie en ligne:

- L'accès et la formation que ce projet demande;
- La possibilité d'un renforcement des inégalités sociales et de la démocratie telle qu'elle est;
- Le rôle des groupes dans la construction d'une société démocratique.

Il ne faut pas dire «on va arrêter d'en parler», au contraire, il faut continuer d'en parler pour que tranquillement tout le monde commence à comprendre un petit bout, soit capable de comprendre pourquoi on en parle justement. Donc, au contraire il faut continuer de taper sur notre clou jusqu'à ce que ça rentre et que ça soit flush avec la planche.

Le défi de construire démocratiquement le gouvernement et la démocratie en ligne a été présenté en fonction de trois grands chantiers:

- Celui de résoudre les problèmes de l'accès et de l'éducation;
- Celui de bâtir des ponts entre ceux qui sont branchés et ceux qui ne le sont pas et de contrer le renforcement des inégalités sociales et de la démocratie actuelle telle qu'elle est;
- Celui d'appuyer l'action collective des citoyennes et des citoyens pour développer le débat public et l'émergence de nouvelles formes de participation à la vie politique et démocratique.

Concernant le premier chantier, il ressort que de nouveaux efforts devraient être faits pour contrer la fracture numérique et les différents problèmes d'accessibilité. Ces efforts devraient aussi être accompagnés de larges programmes d'éducation de la population aux enjeux de la société du savoir.

Concernant le deuxième chantier, il ressort un besoin de développer une culture et des pratiques de partage, de collaboration, de lutte à la pauvreté, de promotion de politiques sociales et de redistribution plus équitable de la richesse. Que la partie de la société qui a accès aux nouvelles technologies et aux différents services et qui peut participer activement sur Internet puisse mettre ses connaissances au service de solutions aux problèmes sociaux, puisse partager ses connaissances, ses expertises, ses compétences pour se solidariser avec le reste de la société.

² L'expression «Logiciel libre», donnée par Richard M. Stallman fait référence à la liberté pour tous (simples utilisateurs ou développeurs) d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel. Plus précisément, elle fait référence à quatre libertés pour un individu ayant acquis une version du logiciel, définis par sa licence: la liberté d'exécuter le programme pour tous les usages (liberté 0); la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins (liberté 1); pour cela l'accès au code source est nécéssaire; la liberté de redistribuer des copies, donc d'aider son voisin (liberté 2); la liberté d'améliorer le programme, et de publier ses améliorations, pour en faire profiter toute la communauté (liberté 3); pour cela l'accès au code source est nécéssaire.

On retient l'importance notamment que le gouvernement ne réduise pas les services offerts aux personnes dans les points de services et par d'autres moyens différents de ceux offerts par les nouvelles technologies. En ce qui a trait à la démocratie, on souhaite travailler à renouveler la démocratie actuelle avec l'aide d'un usage citoyen des nouvelles technologies et qu'en ce sens les groupes communautaires puissent:

- Transférer leurs valeurs et pratiques démocratiques à l'usage citoyen des TIC pour, entre autres, trouver une définition de ce qu'est la démocratie en ligne et des pratiques qui pourraient la caractériser:
- Prendre la parole et participer à établir les thèmes sur lesquels il faudrait développer les débats, promouvoir la création de lieux de débats, d'échanges, de création collective de solutions, de partage et de collaboration.

Concernant le troisième chantier, celui d'appuyer l'action collective des citoyens pour développer le débat public et l'émergence de nouvelles formes de participation à la vie politique et démocratique, les groupes de la société civile, avec l'appui du gouvernement, doivent participer à:

- La définition des actions pour mettre en place un espace public actif, multiple, pluriel, qui encourage la participation des citoyennes et des citoyens au travail collectif;
- La promotion du débat public pour que chaque citoyenne et chaque citoyen puisse avoir accès à l'information, mais surtout pour qu'il puisse interagir avec d'autres citoyens afin de définir ce qui est de l'intérêt général;
- La conception de ce que devrait être le gouvernement et la démocratie en ligne;
- La formulation d'une proposition sur les problèmes sociaux urgents sur lesquels le gouvernement et la démocratie en ligne devraient agir;
- La création de groupes d'étude et de réflexion comme le Comité d'étude de la démocratie en ligne (CEDEL) de Communautique, qui devraient contribuer à la réflexion et à la participation au débat public des groupes communautaires et des citoyens et citoyennes engagés dans le renouvellement de la démocratie;
- L'outillage des citoyens et citoyennes pour tout ce qui concerne l'accès, l'interprétation, l'utilisation et la protection des renseignements personnels;
- L'établissement de moyens pour garantir la prise en compte de la parole des citoyens et citoyennes organisés dans le processus de débat et de prise de décisions.

Les groupes communautaires ont un rôle à jouer dans le renouvellement de la démocratie, dans l'activation d'un espace public riche et générateur d'alternatives et de solutions aux problèmes sociaux. Ils ont aussi un rôle à jouer pour aider à construire une voix collective, pour organiser la réflexion, le débat et la participation citoyenne. La démocratie en ligne demandera aux citoyennes et aux citoyens des responsabilités, mais elle devra aussi offrir des droits que les groupes communautaires pourront contribuer à défendre, à protéger. Pour une citoyenneté active, pour un cybercitoyen ou pour le citoyen en ligne, un travail complémentaire à celui que nous faisons déjà pour la citoyenneté active de chaque Québécoise et de chaque Québécois est à actualiser.

Ce que je dis c'est que le défi entre les deux, c'est de réussir à ce qu'il y ait une traduction entre le groupe techno et le groupe social.

Sommet mondial sur la Société de l'information

Dans l'optique d'une appropriation des enjeux soulevés par les travaux réalisés au cours des quatre dernières années en vue de la tenue du Sommet mondial sur la Société de l'information, travaux au cours desquels de nombreux enjeux sociaux, culturels et économiques ont été soulevés, le Carrefour mondial de l'Internet citoyen et Communautique ont organisé une journée de travail, le 29 avril 2005. Cette rencontre a permis de sensibiliser les participantes et les participants aux enjeux de la 2ième phase du Sommet mondial sur la Société de l'information et de formuler des propositions pour alimenter une démarche d'appropriation citoyenne de ces enjeux. Ces préoccupations et aspirations face à la «Société de l'information» en devenir ont pu être véhiculées à la conférence pan-canadienne organisée par la Commission canadienne pour l'UNESCO, tenue à Winnipeg en mai 2005, qui réunissait des organismes de la société civile en vue d'influencer la délégation canadienne qui participera au Sommet mondial.

La journée de travail a ainsi permis de réunir les spécialistes des grandes questions soulevées dans le cadre du Sommet mondial sur la Société de l'information qui se déroulera à Tunis en novembre 2005, de nous faire connaître ces enjeux et d'inviter les groupes communautaires intéressés à mieux en saisir la portée pour le Québec.

Les principaux enjeux abordés ont touché les thématiques suivantes:

- La gouvernance de l'Internet
- Le financement des infrastructures de la société de l'information, la solidarité numérique
- Les autres enjeux importants pour la société civile: la propriété intellectuelle, la fracture numérique, la diversité culturelle, l'éducation, la protection de la vie privée, l'accès pour les personnes handicapées
- Le gouvernement en ligne et la démocratie en ligne

Afin de réaliser cette rencontre et de suivre les initiatives souhaitées en vue de la 2ième phase du Sommet mondial, le Carrefour mondial de l'Internet citoyen et Communautique ont mis sur pieds un comité consultatif responsable de déterminer les contenus de cette journée de travail.



Les membres du Comité Accès et participation à la société des savoirs (CAPSS): Alain Ambrosi, directeur général du Carrefour mondial de l'Internet citoyen Jean-François Aubin, coordonnateur de la Démarche de revitalisation, ECOF-CDEC de Trois-Rivières Jean-Yves Beaudoin, chargé de projets, Collectivité ingénieuse, Bromont Ville branchée Michel Cartier, professeur, Département des communications, UQAM Monique Chartrand, directrice générale, Communautique Manuel Cisneros, responsable du dossier des nouvelles technologies de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) Martine Éloy, conseillère de la Fédération des Infirmiers et infirmières du Québec (F.I.I.Q.), membre de la Lique des droits et libertés Yvon Gagnon, directeur général de l'Avenue Jean-Claude **Guédon,** professeur titulaire. Faculté des arts et des sciences, Littérature comparée, Université de Montréal Gabriel Jean-Simon, chargé de projets au bureau du ministre délégué au Gouvernement en ligne, M. Henri-Francois Gautrin Marc Raboy, professeur, Beaverbrook Chair in Ethics, Média and Communications, Université McGill Catherine Roy, vice-présidente de W3Québec et consultante en accessibilité des technologies Leslie Regan Shade, Associate Professor, Communication Studies, Université Concordia Marcelo Solervicens, secrétaire général, l'Association Mondiale des Radios Communautaires (l'AMARC)

Qui gouvernera la destinée de l'Internet? La diversité culturelle sera-t-elle renforcée par les technologies? Le bien commun émergera-t-il au travers la marchandisation des technologies? La surveillance électronique respectera-t-elle les droits de la personne? Quelle place reconnaître à l'éducation des adultes? Quels rôles jouent les organismes de la société civile? Quelle orientation sera donnée à la société des savoirs? La rencontre de Tunis ne sera pas une fin en soi, mais une occasion de réseautage pour la société civile et d'engagements pour les suites à donner de la part de nos gouvernements.

Participation et contribution

Participation aux rencontres du Comité de travail nouvelles technologies et éducation des adultes de l'ICÉA et contribution à la réalisation d'une monographie sur les TIC en éducation des adultes.

Participation de Lia Talbot, coordonnatrice régionale de l'Initiative Jeunesse du PAC, du 26 au 31 janvier 2005, au Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre, au Brésil, dans le but de connaître les avancées du logiciel libre dans les milieux communautaires brésiliens, ainsi que de dresser un portrait des acteurs œuvrant pour l'accès des technologies de l'information et des communications (TIC) au Brésil.

Participation à l'atelier «La formation à distance» le 10 février dans le cadre du 20ième anniversaire de la Puce communautaire.

Organisation de la rencontre «Femmes et logiciels libres», le dimanche 24 juillet 2005, dans le cadre de la venue de Fernanda Weiden du Projeto Software Livre - Mulheres (Brésil) à Montréal, en collaboration avec FACIL, pour l'appropriation collective de l'informatique libre, le réseau Koumbit et le Laboratoire de Communication Médiatisée par Ordinateur (LabCMO).

Conférence: Le réseautage des communautés au Canada – de la recherche à l'expérience terrain, le 15 mai 2005 à Winnipeg, dans le cadre de la rencontre: Paver la voie de Tunis – SMSI II: points de vue de la société civile canadienne sur le Plan d'action de Genève et résultats possibles de la Phase II, organisée par la Commission Canadienne pour l'UNESCO.



Délégation au 6ième Forum International sur le logiciel libre tenu à Porto Alegre, Brésil, composée de six membres de l'équipe de Communautique, deux membres du Réseau Koumbit, ainsi qu'un membre de l'organisme Île Sans Fil, du 1er au 4 juin 2005. Les commentaires de l'équipe sont recueillis sur un blogue: http://bresil.communautique.qc.ca .

Participation à l'évènement «Le droit d'auteur», tenu le 3 juillet 2005 à l'UQAM.

Dans le cadre de «La semaine des adultes en formation», du 2 au 8 avril 2005, organisation de l'événement «Ça clique au marché public»: un Centre d'accès communautaire à Internet ambulant installé au Marché Jean-Talon. Cette journée a permis de mettre en valeur les adultes qui s'initient aux nouvelles technologies en plus de faire connaître le CACI de Communautique.

Participation à l'émission «Maisonneuve en direct», diffusée à la première chaîne de Radio-Canada, le 25 mai 2005, sur le thème: Les balbutiements du gouvernement en ligne.

Participation à la «Semaine de l'informatique Libre» organisée en collaboration avec l'organisme FACIL, pour l'appropriation collective de l'informatique libre: deux ateliers de sensibilisation à l'utilisation du logiciel libre et une conférence sur les enjeux du Libre pour le milieu communautaire.

Participation aux travaux de L'Alliance canadienne de recherche pour le réseautage et l'innovation communautaire / Canadian Research Alliance For Community Innovation And Networking (ACCRIC/CRACIN); contribution à la réalisation d'une monographie de Communautique.

// DÉVELOPPEMENT ET PÉRENNITÉ

Objectif général: développer Communautique comme organisation.



fréquentation du site Internet de Communautique	visiteurs uniques	
2000 - 2001	28 671	
2001 - 2002	36 153	
2002 - 2003	40 000	
2003 - 2004	45 000	
2004 - 2005	145 000	

membership

Cette année Communautique a contribué à titre de membre aux activités des organisations suivantes:

Carrefour mondial de l'Internet citoyen Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) Chantier de l'économie Sociale Coalition des organismes communautaires autono-

mes de formation (COCAF)

Corporation de développement économique et

communautaire (CDEC) Centre-Nord
Institut de coopération pour l'éducation des adultes

Regroupement québécois des centres d'accès communautaire Internet

Réseau des entreprises d'économie sociale et solidaire (REESS)

W3Québec

les communications

Communautique met à jour son image corporative

Un travail de rafraîchissement de l'image corporative a été enclenché en 2004-2005, en débutant par des modifications apportées au logotype de Communautique pour, par la suite, s'étendre au matériel visuel de l'organisme et de ses différents projets. Le logo ayant vieilli après 10 ans d'existence, il était nécessaire de mettre à jour son dessin pour que l'image reflète mieux un organisme qui s'intéresse aux problématiques reliées aux nouvelles technologies de l'information et des communications.

Les changements apportés au logo assurent un suivi visuel entre l'ancienne et la nouvelle image, et simplifient son apparence afin d'assurer une meilleure lecture.

Un cahier de normes graphiques corporatives à été produit afin d'uniformiser l'utilisation du logo et d'en gérer sa présentation. Ce cahier contient les spécifications techniques à donner aux designers graphiques, infographistes, webmestres qui travailleront l'image corporative de Communautique. Ce cahier s'adresse aussi à toute personne utilisant le logo de Communautique au quotidien.

Le site web de Communautique sera mis à jour prochainement suivant ces nouvelles normes. Par la même occasion, le contenu du site bénéficiera d'un reclassement pour permettre de retrouver l'information plus facilement. La programmation sera aussi retravaillée afin de respecter les normes d'accessibilité et ainsi donner un accès universel au contenu diffusé.

Une période de transition entre l'ancien et le nouveau logo est actuellement en cours. Le matériel graphique est donc mis à jour de façon graduelle. Puisqu'aucun lancement officiel du nouveau logo n'a été fait, cette période de transition permet aux gens de s'habituer à la nouvelle image de Communautique.

L'image publicitaire des projets de Communautique a aussi été mise à jour. En s'appuyant sur une direction artistique suivie, cette image pourra se fortifier au cours des prochaines années, faisant partie d'une stratégie de communication globale.

publications

CommInfo

• Les logiciels libres: un choix pour les groupes communautaires? Volume 6, numéro 1, septembre 2004

Communiqués de presse

- Communautique invite les intervenants des milieux communautaires et des organisations qui les appuient à une journée de réflexion sur les enjeux du projet de gouvernement en ligne pour les milieux communautaires et les populations défavorisées, 20 septembre 2004
- Communautique lance un nouveau réseau pour aider les organismes des milieux communautaires et bénévoles à obtenir un meilleur accès à la technologie et à mieux l'utiliser, 30 septembre 2004
- Journée de réflexion sur les enjeux du projet de gouvernement en ligne: Communautique amorce un débat public sur les orientations du projet, 19 octobre 2004
- Communautique lance un site Internet pour mettre en valeur l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les milieux communautaires et de l'économie sociale: espace-associatif.org, 13 décembre 2004
- Un ministre pour construire un gouvernement en ligne inclusif et démocratique?, 25 février 2005
- Journée Innovation Sociale: Un premier carrefour technologique communautaire!, 28 février 2005
- Journée Innovation Sociale, 28 février 2005:
 Le premier carrefour technologique communautaire remporte un franc succès!, 2 mars 2005
- Journée de réflexion sur la démocratie en ligne, les enjeux pour la population, 15 mars 2005

- Journée de travail sur «Les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information pour les organismes communautaires et la population québécoise», 29 avril 2005
- La démocratie et le bien commun à l'heure de l'Internet, au cœur de deux journées de débats, 3 mai 2005
- Communautique annonce sa participation à la conférence Paver la voie de Tunis, 11 mai 2005
- Ça clique au marché public!, 22 juillet 2005

Revue de presse 2004-2005

- Communautique lance son espace associatif, Le tour d'y voir, 15 décembre 2004
- Journée Innovation sociale: Le premier carrefour technologique communautaire remporte un franc succès!, Le tour d'y voir, 3 mars 2005
- Journée de travail sur le Sommet mondial de la Société de l'information, Le tour d'y voir, 28 avril 2005

Le CommEnBref

Ce bulletin d'information, diffusé environ trois à quatre fois par année, vise à tenir les membres, amis, partenaires et bailleurs de fonds, informés des différentes activités tenues par Communautique ainsi que de diverses publications jugées pertinentes. D'abord envoyé par courriel en format Word (en fichier joint), le ComEnBref est maintenant diffusé sous la forme d'un bulletin électronique dans lequel chaque nouvelle est présentée brièvement. Un lien électronique permet d'accéder à l'information complète (soit sur le site de Communautique, soit sur un autre site). Pour l'année 2004-2005, le CommEnBref est paru en décembre 2004, en mars 2005 et en juin 2005.

Le financement

Communautique a pu réaliser ses projets grâce à l'appui des bailleurs de fonds suivants:

Fonds de l'autoroute de l'information du Conseil du Trésor du Québec

Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail du ministère de la Solidarité sociale

Francommunautés Virtuelles d'Industrie Canada

Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport du Québec

Ministère des Services gouvernementaux

Programmes de financement de Culture canadienne en ligne de Patrimoine Canada

Programme en Gestion de l'information et technologies de l'information (GI-TI) d'Industrie Canada

Programme Initiative Jeunesse du PAC d'Industrie Canada

Nous souhaitons souligner en particulier, l'appui financier de:

- Madame Monique Jérôme-Forget, Présidente du Conseil du trésor, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, ministre responsable de la région de Montréal
- Monsieur Lawrence S. Bergman, ministre du Revenu
- Madame Agnès Doray
- Monsieur Denis Lafontaine





avoir d

CITRUS (auroni ee biga rinier,

CIVE [s

CIVELI

+ Jeun-

CIVET

· Rago des oix avec u cherrer

1. CIVI 1. Ma jaunat la mai odoran la cive

// ÉTATS FINANCIERS

2. CIVE · Cibo

CIVIE

1. Dis porte



rapport du vérificateur

Montréal, le 30 octobre 2005

AUX MEMBRES DE COMMUNAUTIQUE

J'ai vérifié le bilan Communautique au 31 août 2005, ainsi que l'état des résultats, de l'évolution de la situation financière et de l'actif net de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondage des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

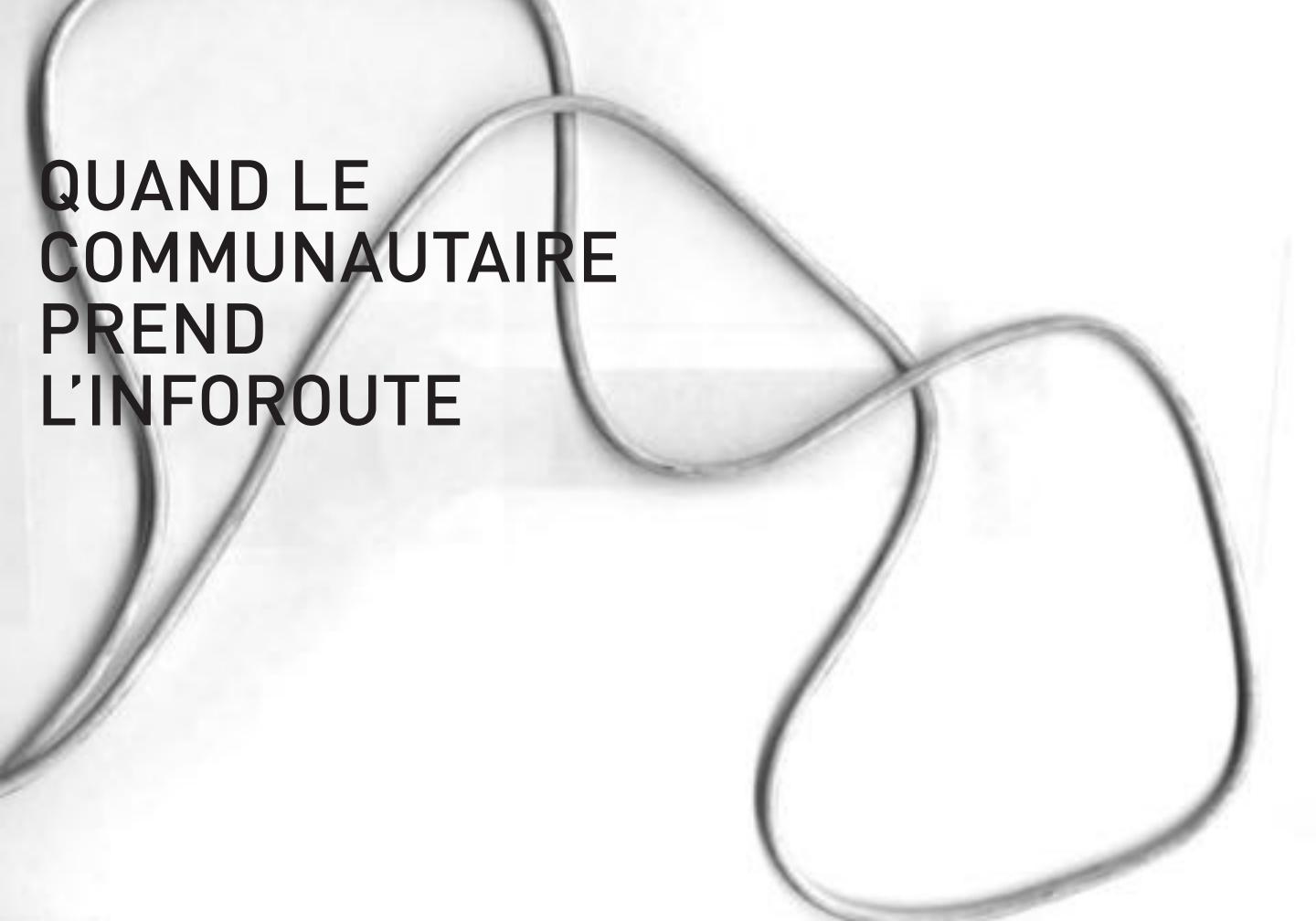
À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les résultats des activités de Communautique pour l'exercice terminé le 31 août 2005, et sa situation financière à cette date établie selon les pratiques comptables généralement reconnues.

martin Duckers 4

Martin Duchesne, comptable agréé 4063 rue de Mentana Montréal (Québec) H2L 3S1

Bilan au 31 août	2005(\$)	2004(\$)
Actif		
À court terme		
Encaisse	86 338	43 694
Débiteurs	106 093	363 943
Charges payées d'avance	1 471	1456
À long terme	193 902	409 093
Immobilisations nettes	71 913	94 399
Total de l'actif	265 815	503 492
Passif		
À court terme		
Créditeurs	41 902	322 756
Produits reportés	48 305	-
Portion à court terme		
de l'emprunt	6 623	6390
	96 830	329 146
À long terme		
Emprunt	13 671	20 296
Total du passif	110 501	349 442
Actif net		
Non-affecté Affecté	71 695	54 338
Affecte Immobilisé	51 619	67 712
Réserve	32 000	32 000
Total du passif		
et de l'actif net	265 815	503 492

Actif net au 31 août	2005(\$)	2004(\$)
Actif net non-affecté	5,000	50.550
Solde à l'ouverture Excédent net de l'exercice	54 338 17 357	52 558 1 780
Solde à la fermeture	71 695	54 338
A atif wat affact (Immabilia í		
Actif net affecté-Immobilisé Solde à l'ouverture	67 712	75 159
Acquisition Équipements		
informatiques Équipements de	3 271	-
bureau	1 222	-
Subvention	-	16 700
Versement de capital	6 392	6 168
Amortissement	(26 978)	(30 315)
Solde à la fermeture	51 619	67 712
Actif net affecté-Réserve		
Réserve pour achat		
<i>d'équipement informatique</i> Solde à l'ouverture	13 000	13 000
Utilisation de l'exercice Solde à la fermeture	13 000	13 000
	13 000	13 000
Réserve pour développement		
Solde à l'ouverture Utilisation de l'exercice	19 000	19 000
Solde à la fermeture	19 000	19 000
Total des réserves	32 000	32 000
Résultats pour l'exercice se terminant le 31 août		
Produits		
Ententes contractuelles Recherches et services	581 568 231 301	1 010 654 91 202
Subventions		
Pour le fonctionnement Autres	120 000 38 239	75 557 11 781
Channa	971 108	1 189 194
Charges Ententes contractuelles	493 601	786 679
Fonctionnement	460 150	400 735
	953 751	1 187 414
Excédent net de l'exercice	17 357	1 780



Communautique

65, De Castelnau ouest, bureau 202 Montréal, Québec H2R 2W3

tél.: **514.948.6644** ou **1.877.948.6644** (sans frais) téléc.: **514.948.3320**

www.communautique.qc.ca

